



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 16/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SCHROLL Colmar**

26 RUE EDOUARD BRANLY  
68000 Colmar

Références : 0006700582\_2025\_04\_24\_Schrollbranly\_ViSEch2  
Code AIOT : 0006700582

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement SCHROLL Colmar implanté 26 RUE EDOUARD BRANLY ZI EST 68000 Colmar. L'inspection a été annoncée le 04/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contrôle s'est inscrit dans la continuité du contrôle du 29 janvier 2025. Il visait notamment à vérifier les actions mises en œuvre par l'exploitant afin de se conformer aux mises en demeure du 08 décembre 2022 (conditions d'entreposage des déchets, fiches d'information préalable) et du 14 mars 2025 (entreposage des déchets).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCHROLL Colmar
- 26 RUE EDOUARD BRANLY ZI EST 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006700582

- Régime : Autorisation (les rubriques actuellement exploitées relèvent de l'enregistrement)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation assure des activités de tri, de regroupement et de transit de déchets non dangereux. Les déchets admis sur le site sont essentiellement constitués de papier/cartons et de plastiques.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conditions d'entreposage des déchets	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2	Demande d'action corrective, Liquidation partielle d'astreinte	1 mois
2	Entreposage des déchets sur la plateforme	AP de Mise en Demeure du 14/03/2025, article 2	Levée de mise en demeure	-
3	Conditions d'admission des déchets	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 3	Demande d'action corrective, Liquidation partielle d'astreinte	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant a prolongé le mur coupe-feu installé en limite nord jusqu'à l'extrémité nord-est. D'un point de vue opérationnel, ces éléments permettent de limiter les risques à l'extérieur de l'installation. Toutefois, la modélisation réalisée ne correspond pas à la disposition de l'entreposage et aucun porter à connaissance n'a été communiqué à ce stade pour modifier la prescription objet de la mise en demeure.

Par ailleurs, l'exploitant a évacué les entreposages anarchiques de déchets observés le 29 janvier 2025. Il s'est conformé à la mise en demeure du 14 mars 2025.

Concernant les fiches d'information préalable, il a été constaté que des démarches ont été engagées pour régulariser la situation. Toutefois, de nombreuses fiches d'information préalable ne sont pas signées à ce stade et un nombre significatif de clients ne disposent toujours pas de fiche d'information préalable

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conditions d'entreposage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions d'entreposage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 101.2 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé :

« Les stocks de papiers ou plastiques triés et conditionnés en balles pourront être entreposés le long de la limite de propriété côté nord, à condition de constituer des blocs séparés par des couloirs de 3 mètres. La taille maximum d'un bloc sera de :

- profondeur : 10 m ;
- largeur : 5 m ;
- hauteur : 0,5 m en dessous de la clôture »

Article 1 de l'arrêté du 19 octobre 2023 imposant une astreinte journalière à la société Schroll  
La société SCHROLL, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 6, rue de Cherbourg à STRASBOURG (67026), est rendue redevable d'une astreinte journalière d'un montant de 30 € par jour calendaire, jusqu'à satisfaction de l'arrêté de mise en demeure du 08 décembre 2022 susvisé pour ce qui concerne l'application de l'article 10.1.2 de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1996 susvisé, pour ses installations implantées 26 rue Edouard Branly à COLMAR (68000).

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral

### **Constats :**

Pour mémoire, au cours du contrôle du 06 octobre 2022, il a été constaté le non-respect des conditions d'entreposage prévues à l'article 10.1.2 de l'arrêté du 31 décembre 1996 (îlotage, hauteur des stocks, ...). A la suite de ce constat, l'exploitant a été mis en demeure de se conformer à la prescription.

D'autres contrôles réalisés ultérieurement (24 août 2023, 29 février 2024) n'ont pas permis de constater le retour à la conformité de l'installation.

Au cours du dernier contrôle réalisé le 29 janvier 2025, il avait été constaté que l'exploitant avait fait disposer des blocs béton le long d'une partie de la limite nord et qu'il avait engagé des démarches pour faire modifier la prescription relative aux conditions d'entreposage des déchets le long de la limite nord (réalisation d'une modélisation). Toutefois, il avait été constaté que les dispositions mises en place ne correspondaient pas rigoureusement à la modélisation réalisée, que des entreposages de déchets étaient réalisés au-delà de la zone protégée par des blocs béton le long de la limite nord et qu'aucun porter à connaissance n'avait été communiqué au préfet dans les formes prévues par l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

Au cours du contrôle, il a été constaté que l'exploitant a disposé des blocs béton tout le long de la limite nord. La zone d'entreposage est ainsi constituée de l'ouest à l'est, d'une alvéole de 4 m de large avec des retours latéraux de 12 m de long, d'un îlot de 117 m de long environ, d'une alvéole de 4 m de large avec des retours latéraux de 12 m de long et d'un îlot de 50 m de long avec un retour latéral de 12 m.

La hauteur des parois est d'environ 4,8 m (5 niveaux plein et 1 niveau biseauté).

Il a été constaté qu'il n'existe pas de jointure entre le mur situé en limite de propriété et les retours latéraux des deux alvéoles. Dans ces conditions, le caractère coupe-feu ne peut pas être totalement assuré au niveau des parois disposées entre les grands îlots et les alvéoles.

L'exploitant a indiqué que les alvéoles seraient affectées à des entreposages de métaux.

Au cours du contrôle, l'alvéole située dans la moitié est était vide. Des balles de cartons étaient entreposées entre cette alvéole et la limite est.

Concernant les remarques relatives à la modélisation formulées dans le rapport du 20 février 2025,

il a été constaté qu'elles n'ont pas encore été prises en compte.

De plus, le porter à connaissance nécessaire pour faire évoluer la prescription, dont les attendus ont été précisés dans le rapport du 20 février 2025, n'a pas été communiqué.

Pour conclure, à ce stade, l'exploitant a mis en œuvre des dispositions visant à limiter les conséquences d'un incendie à l'extérieur du site.

Toutefois, les éléments nécessaires à la modification de la prescription n'ont pas encore été communiqués au préfet.

Dans ces conditions, il ne peut pas être considéré que l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.

Au regard des démarches déjà mises en œuvre, il n'est toutefois pas proposé de sanctions supplémentaires à ce stade (augmentation du montant de l'astreinte tel que proposé à la suite du contrôle du 29 janvier 2025). Il est toutefois proposé de procéder à une liquidation partielle de l'astreinte.

En outre, l'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur les dispositions relatives à l'entreposage de déchets qui entreront en vigueur au 1er janvier 2026, notamment sur le IV de l'article 6 de l'arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cet article dispose que "*Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots*", un îlot étant une zone délimitée par des parois ou par un marquage au sol, dont la surface au sol n'excède pas 500 m<sup>2</sup>. Le V. du même article précise les conditions dans lesquelles ces dispositions peuvent être adaptées.

Dans le cas présent, le plus grand îlot représente une surface d'environ 1170 m<sup>2</sup>.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de communiquer un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation (cf rapport du 20 février 2025, constat 1, demande à formuler à l'exploitant).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Liquidation partielle d'astreinte

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Entreposage des déchets sur la plateforme**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 14/03/2025, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entreposage des déchets sur la plateforme

**Prescription contrôlée :**

dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé :

« *Le stockage provisoire des déchets dans l'établissement se fera dans des installations*

convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantiront la prévention des pollutions et des risques.

[...]

Les stockages sont effectués de manière à ce que toutes les voies et issues soient largement dégagées. [...] ».

#### **Constats :**

Pour mémoire, au cours du contrôle du 29 janvier 2025, il a notamment été constaté un encombrement important de la cour et des voiries par des entreposages de déchets en vrac en dehors des zones aménagées à cet effet, ainsi qu'une proximité importante entre les différents entreposages. Ces éléments ont motivé une mise en demeure.

Au cours du contrôle, il a été constaté que les entreposages de déchets réalisés dans la cour de manière anarchique ont été évacués.

Quelques balles de cartons étaient présentes à l'arrière de l'alvéole dédiée à la collecte sélective située en limite est. Par courriel du 24 avril, l'exploitant a justifié de leur retrait.

Concernant l'alvéole située en limite est, il a été constaté que le stock de déchets a été réduit de manière significative. Les déchets qui débordaient et étaient entreposées contre sa paroi ouest ont été retirés.

Dans ces conditions, l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### **N° 3 : Conditions d'admission des déchets**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'admission des déchets

#### **Prescription contrôlée :**

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions des points II et III de l'article 13 de l'arrêté du 06 juin 2018 susvisé :

##### **« II. Procédure d'information préalable**

*Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.*

##### **a) Informations à fournir :**

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;

- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

[...]

L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable ».

### **III. Procédure d'admission**

[...]

a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité »

Article 2 de l'arrêté du 19 octobre 2023 imposant une astreinte journalière à la société Schroll :

La société SCHROLL, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 6, rue de Cherbourg à STRASBOURG (67026), est rendue redevable d'une astreinte journalière d'un montant de 30 € par jour, jusqu'à satisfaction de l'arrêté de mise en demeure du 08 décembre 2022 susvisé pour ce qui concerne l'application du II et du III de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé, pour ses installations implantées 26 rue Edouard Branly à COLMAR (68000).

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral

### **Constats :**

Pour mémoire, il a été constaté au cours des contrôles du 24 août 2023 et du 29 février 2024 que l'exploitant n'était pas en mesure de présenter les fiches d'information préalables associées aux déchets admis sur le site.

Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté les démarches engagées afin de régulariser la situation.

Ainsi, il a été indiqué que 1334 fiches d'information préalables ont été ouvertes, 308 sont en exploitation, 896 en attente de validation par le client, 22 en attente de modification et 108 à l'état de brouillon.

En consultant le registre des déchets de la veille, il a toutefois été constaté que de nombreuses entrées sont encore réalisées sans qu'une information préalable n'ait été réalisée et qu'aucune démarche n'ait été engagée. En effet, à titre d'exemple, les clients contractualisant au travers d'un éco-organisme ne disposent pas de fiche d'information préalable.

Par courriel du 07 mai 2025, l'exploitant a indiqué avoir engagé des démarches complémentaires postérieurement au contrôle en indiquant notamment que son ERP serait en mesure de gérer les éco-organismes.

Toutefois, aucun élément justifiant de la conformité de la situation n'a été présenté (ex : registre des entrées sur une demi-journée et fiches préalables associées).  
En outre, il est rappelé que l'information préalable doit être établie par le producteur de déchets, la collectivité de collecte ou le détenteur de déchets.

Dans ces conditions, l'exploitant ne s'est pas conformé à la mise en demeure. Il est proposé de procéder à une liquidation partielle de l'astreinte.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Liquidation partielle

**Proposition de délais :** 1 mois

### Constat hors point de contrôle

Il est attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que des déchets dépassaient encore de quelques mètres au niveau de l'ouverture de l'alvéole dédiée à la collecte sélective située en limite est et que la hauteur de stockage des déchets dans l'alvéole était ponctuellement légèrement supérieure à la hauteur des blocs béton, soit une hauteur d'environ 5 m.

Ces éléments ne sont pas cohérents par rapport aux éléments présentés dans la modélisation communiquée par lettre du 11 octobre 2024. A cet égard, il est rappelé que la modification des conditions d'entreposage devra faire l'objet d'un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation (cf article 3 de la mise en demeure du 14 mars 2025).

Dans ce cadre, il appartient à l'exploitant de s'assurer que les dimensions de l'alvéole sont adaptées à ses besoins pour assurer un entreposage des déchets dans des conditions optimales et, le cas échéant, de prendre en compte ces éléments dans le porter à connaissance attendu.

Par ailleurs, l'exploitant est invité à envisager la mise en œuvre de dispositions (matérialisation d'une limite, consignes, ...) visant à limiter la hauteur de stockage des déchets dans l'alvéole dédiée à la collecte sélective dans une configuration cohérente à celle qui sera présentée dans son porter à connaissance (la modélisation d'octobre 2024 considérait une hauteur de stockage de 3,3 m).